

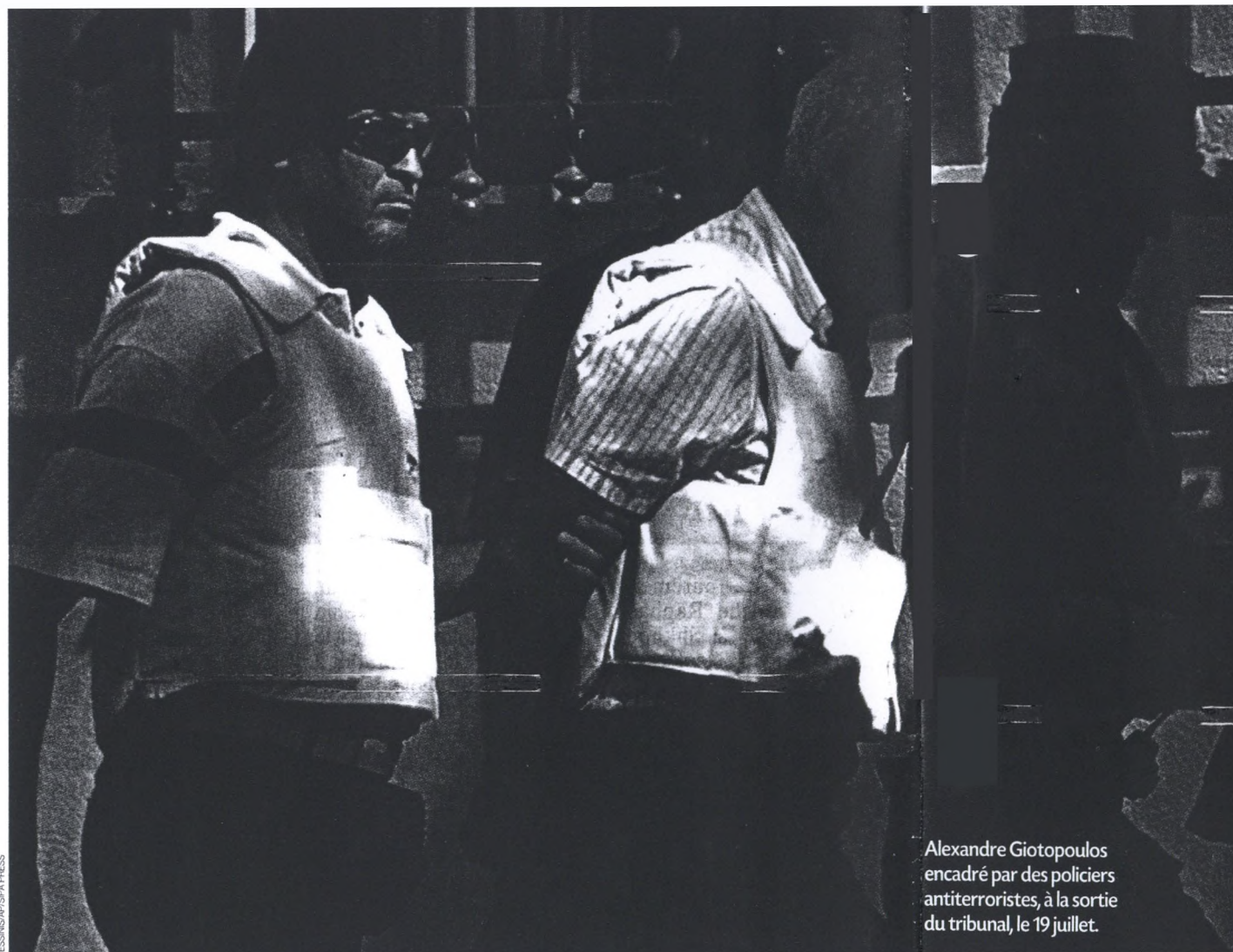
TERRORISME

# La Grèce fait le ménage

Avec le démantèlement du « 17 Novembre », l'un des derniers groupuscules violents du Vieux Continent disparaît. Athènes y gagne en crédibilité

De notre envoyé spécial

Un apiculteur, un facteur d'instruments de musique, un peintre d'icônes, deux agents immobiliers, un électricien... Ce n'était donc que cela, les terroristes du mystérieux « mouvement du 17 Novembre » ? Depuis 1975, ils ont enchaîné attaques à main armée, assassinats, attentats à la roquette contre les ambassades étrangères à Athènes. Au total, 23 morts en vingt-sept ans. En toute impunité. Jusqu'à ce que, le 29 juin dernier, Savvas Xiros, 40 ans, se blesse en manipulant une bombe qu'il s'apprêtait à poser au Pirée. Des perquisitions s'ensuivent : des caches d'armes volées sont découvertes, les enquêteurs trouvent des documents. Et surtout Xiros parle. Dans le mois qui suit, une quinzaine de présumés terroristes sont interpellés : à l'exception de quatre d'entre eux, qui se réfugient dans une dénégation « révolutionnaire », tous avouent rapidement leur appartenance au dernier grand réseau terroriste d'extrême gauche – les nationalistes



Alexandre Giotopoulos encadré par des policiers antiterroristes, à la sortie du tribunal, le 19 juillet.

d'ETA et de l'« IRA véritable » mis à part – actif en Europe. Mieux, c'est à celui qui balancera le plus vite ses « camarades ». La camarilla de terroristes, qui mêle à une fumuse rhétorique anarcho-marxiste des accents nationalistes et des envolées antiaméricaines ou antimondialisées, se révèle une bande de pauvres types, pas même capables d'adopter les règles élémentaires de prudence de la clandestinité. Sur les armes

retrouvées on a relevé sans peine leurs empreintes digitales. Des documents manuscrits ont été saisis. Brutalement, c'est tout un mythe qui s'effondre : les Grecs attendaient de dignes héritiers de Che Guevara, ils découvrent des Pieds nickelés du terrorisme. Bêtes et sanglants. Mais pourquoi donc a-t-il fallu si longtemps pour démanteler ce réseau ? Des officiels américains, parmi lesquels un ancien ambassadeur à

Athènes, ont, à plusieurs reprises, accusé – sans donner davantage de précisions ni de preuves – les dirigeants socialistes grecs au pouvoir de connaître les instigateurs du mouvement et de rester inertes. Une accusation rejetée, avec force, par l'actuel Premier ministre, Costas Simitis. En l'état, seules des hypothèses peuvent être avancées. Elles concourent à dessiner le portrait d'une Grèce en transition. L'histoire du « mouvement du

17 Novembre » – le nom évoque une révolte d'étudiants de l'Ecole polytechnique d'Athènes, le 17 novembre 1973, écrasée par les chars de la junte – est indissociable du contexte politique de la Grèce des années 1960 et 1970. Son mentor présumé (ce qu'il nie), Alexandre Giotopoulos, 58 ans, a été arrêté. Comme un autre inculpé, Theologos Psaradelis, il a milité dans le Paris d'après 1968, dans les milieux de l'émigration grecque

opposée à la dictature des colonels. Le premier est le fils de Dimitri, un des nombreux secrétaires de Trotski, mais aurait versé dans la mouvance « sud-américaine » plutôt que chez les trotskistes. Le second, réfugié en France après s'être évadé des geôles grecques, avoir été livré par les services bulgares et finalement exilé par la dictature pour raisons de santé, est bien connu des trotskistes français. « C'était un héros de la IV<sup>e</sup> Internationale, confie Alain Krivine à L'Express. A la Ligue, nous avons organisé des meetings où il témoignait, à la tribune, de son combat héroïque. Je trouvais Theologos adorable mais un peu naïf. Depuis 1972, année où ils ont quitté la France, lui et sa femme Nadia [NDLR : aujourd'hui standardiste à l'ambassade de France] ne sont plus membres de la Ligue et je les ai perdus de vue. » Le couple Psaradelis est néanmoins resté en relations étroites, jusqu'à très récemment, avec le frère jumeau d'Alain et sa compagne, collaboratrice du *Monde diplomatique*. « Theologos nie être membre du 17 Novembre et je le crois, poursuit Krivine. Quant à sa participation à un hold-up [NDLR : qu'il a reconnue], ne pourrait-elle s'expliquer par la persistance de liens d'amitié avec d'anciens prisonniers grecs ? » Il faut dire que, à l'intérieur du petit monde de la gauche grecque, où tout le monde connaît tout le monde, tous ceux qui ont aujourd'hui plus de 50 ans ont participé, directement ou pas, à la lutte armée contre les colonels renversés en 1974. On peut donc imaginer qu'une solidarité d'« anciens résistants » a pu, au minimum, inhiber l'enquête sur le 17 Novembre.

Après tout, les deux premiers attentats – l'assassinat, en 1975, du chef de la CIA locale, accusée de collusion avec la dictature, et, en 1976, d'un tortionnaire de la junte – n'avaient guère ému. L'incompétence légendaire de la police hellénique, la structure clanique du mouvement, formé essentiellement autour de deux familles, une tradition de sympathie avec l'anarchisme au sein de l'opinion, un antiaméricanisme enraciné ont probablement contribué à un laxisme relatif, au fil des années suivantes, même quand les crimes ont visé des Grecs aisés (banquier, journaliste, député, armateur). L'assassinat, le 8 juin 2000, de l'attaché militaire britannique, le général Stephen Saunders, va être le tournant de la lutte contre le 17 Novembre. Avec l'accord du Premier ministre Simitis, inquiet des avertissements américains à la veille des Jeux olympiques d'Athènes de 2004, Scotland Yard envoie des officiers experts dans la lutte contre l'IRA. Avec patience et discrétion, ils vont former leurs homologues grecs, remonter les réseaux des anciens exilés à Paris, mettre sous surveillance les suspects. Jusqu'à ce que la maladresse de Xiros et ses aveux permettent le coup de filet.

### « La démocratie grecque a mûri »

Car la nouvelle génération des socialistes grecs aux affaires, incarnée par Simitis et le ministre de l'Ordre public, Michalis Chrysoschoïdis, responsable de la réorganisation des forces de police, a compris qu'il faut sortir de l'ornière. Ancien ministre de la Justice dans le précédent gouvernement Simitis, Michael Statho-

poulos, professeur de droit à l'université d'Athènes, en témoigne. C'est lui qui a fait voter la première loi antiterroriste, il y a tout juste un an. « Le climat n'était pas favorable, rappelle-t-il. Les partis, les médias, les intellectuels étaient plus enclins à soutenir les suspects que les policiers et les magistrats. On m'accusait d'attenter aux libertés. Mais la société grecque doit donner à sa police les moyens de la protéger. » La loi a rendu plus facile la collecte d'informations. Des dispositions nouvelles, comme la protection des témoins – inconnue jusqu'alors – ou des mesures de clémence accordées aux repentis qui acceptent de collaborer, sur le modèle de ce que les autorités italiennes ont fait avec les mafieux, ont incité, semble-t-il, les membres présumés du 17 Novembre à se montrer bavards. « La démocratie grecque a mûri, se félicite l'ancien ministre. Les mêmes journaux qui hier m'attaquaient saluent, aujourd'hui, cette loi. » A la veille de l'élargissement, des négociations sur l'avenir de Chypre, Simitis voit une chance pour la Grèce de devenir l'intermédiaire entre l'Union et les Balkans. La bataille pour la qualification à l'euro a été gagnée. Encore faut-il convaincre les Occidentaux de la crédibilité politique, longtemps contestée, d'Athènes. En démantelant le 17 Novembre, la Grèce a peut-être enfin assuré sa place « normale » dans l'Union.

Il y avait urgence. Dans les pièces à conviction ramassées par la police figurait un plan d'attentat contre un convoi des soldats de l'Otan basés en Macédoine et au Kosovo, et dont les lignes de ravitaillement partent du port grec de Salonique. Si ce projet meurtrier avait été exécuté contre des soldats britanniques, allemands, français ou américains, on n'ose imaginer le coût politique qui en aurait résulté. Décidé, il était plus que temps d'arrêter la sinistre farce du 17 Novembre. ● Jean-Michel Demetz, avec François Koch